

INDONÉSIE (PAPOUASIE)**Quatre ans exactement après les raids d'Abepura, l'impunité persiste en Papouasie***Index AI : ASA 21/052/2004*

ÉFAI

Lundi 6 décembre 2004**DÉCLARATION PUBLIQUE**

Pour le quatrième anniversaire des raids d'Abepura, au cours desquels la police indonésienne avait abattu un étudiant, torturé deux autres à mort et détenu arbitrairement, torturé et maltraité une centaine de leurs condisciples, la situation des droits humains ne s'est guère améliorée en Papouasie. Les forces de sécurité continuent à jouir de l'impunité, et la justice n'est que rarement et tardivement rendue aux victimes.

Le 7 décembre 2004, des victimes des raids d'Abepura et leurs familles se rassembleront une nouvelle fois en Papouasie, en mémoire de ces événements, mais aussi pour demander au président la poursuite du procès de deux policiers inculpés en lien avec les raids. Leur inquiétude quant à ce procès est compréhensible. La première enquête, menée par la Commission nationale des droits humains (Komnas HAM), a été entravée par le manque de coopération policière et l'intimidation des témoins. Plus de deux années se sont écoulées entre la soumission du rapport d'enquête aux services du procureur de la République et l'ouverture de la procédure judiciaire. Lorsque des personnes ont enfin été inculpées, seuls deux des 25 suspects cités dans l'enquête préliminaire étaient concernés. Pendant toute la durée de la procédure, les policiers faisant l'objet d'une enquête ont pu rester en service.

Néanmoins, une avancée a eu lieu avec l'ouverture de ces procès en mai 2004, devant le tribunal permanent chargé des droits humains de Makassar. Les victimes et d'autres témoins ont été emmenés par avion pour déposer devant le tribunal. Rien n'indique qu'ils aient été harcelés ou intimidés devant le tribunal. En cela, il s'agit d'une évolution considérable par rapport aux procès d'affaires précédentes s'étant déroulés devant des tribunaux chargés des droits humains.

Cependant, les retards et le manque de transparence ont diminué l'impact qu'aura cette procédure sur l'impunité des forces de sécurité en Papouasie – et ne présagent rien de bon pour les autres affaires faisant actuellement l'objet d'une enquête, sans parler de la grande majorité des allégations de violations des droits humains en Papouasie, sur lesquelles aucune enquête n'a pour l'instant été ouverte.

En septembre 2004, Komnas HAM a soumis aux services du procureur de la République deux rapports. Ceux-ci contiennent les premiers éléments indiquant que des crimes contre l'humanité ont été commis à deux reprises par du personnel de sécurité en Papouasie.

Le premier de ces rapports concerne une série de raids de police sur des villages du sous-district de Wasior en 2001. À cette occasion, selon Komnas HAM, quatre civils ont été tués, un autre violé, cinq personnes ont « disparu » et de nombreuses autres ont été torturées. Dix-huit policiers ont été cités comme suspects. Le second rapport concerne une série de raids militaires sur des villages du sous-district de Wamena au cours desquels, selon Komnas HAM, neuf civils ont été tués, 38 torturés, 15 arrêtés arbitrairement, et des milliers de personnes déplacées de leurs villages vers des camps de réfugiés, où 42 personnes sont mortes de faim et d'épuisement. 168 militaires figurent parmi les suspects.

Si ces affaires sont traitées comme celle d'Abepura, il pourra s'écouler des années avant l'ouverture d'un procès. La décision d'inculpation, si elle est prise, le sera par les services du procureur, sans aucune publicité, et les personnes citées comme suspects resteront en poste pendant toute la durée de la procédure.

Pendant ce temps, en Papouasie, les conséquences de l'impunité pour les forces de sécurité sont immédiates et visibles. Elles appellent une réaction urgente et de grande ampleur.

Comme le révèlent les événements récents du district de Puncak Jaya, l'impunité institutionnalisée pour les forces de sécurité en Papouasie n'entraîne pas seulement le risque que se répètent les anciennes violations des droits humains : elle contribue aussi à créer un climat de méfiance, d'anxiété et de peur.

Le 17 août 2004, l'armée aurait lancé des opérations dans le district de Puncak Jaya, après avoir reçu des renseignements faisant état de la présence active d'un groupe lié à l'opposition armée de l'Organisation de la Papouasie libre (*Organisasi Papua Merdeka*, OPM) dans cette région. Depuis, des informations reçues du Puncak Jaya font état d'exécutions extrajudiciaires, d'attaques de groupes armés, de destruction de biens à grande échelle et du déplacement de milliers d'habitants, forcés de fuir dans la jungle où ils risquent la maladie et la famine.

Les difficultés d'accès à cette région éloignée rendent ces renseignements difficiles à confirmer. Selon certaines informations, au moins six civils ont été tués depuis le mois d'août, mais les circonstances de leur mort et les responsabilités n'ont pas encore été clairement établies.

Le 14 septembre, Elisa Tabuni, un pasteur local, a été abattu. Un de ses parents, qui se trouvait avec lui à ce moment-là, a également été blessé d'une balle à la tête, mais a survécu. L'armée maintient qu'Elisa Tabuni était détenu lorsque des soldats l'ont rencontré près d'un camp de l'OPM, et qu'il a été tué lors d'une fusillade au moment où les soldats se retiraient de cette zone. Cependant, des habitants de la paroisse d'Elisa Tabuni et des groupes religieux affirment que des soldats l'ont détenu dans une église, les mains ligotées, et qu'ils l'ont abattu par la suite.

Le 12 octobre, un convoi de véhicules transportant des ouvriers à Mulia, la capitale du district, est tombé dans une embuscade tendue par un groupe d'hommes armés. Au moins cinq chauffeurs ont été abattus. Un mois plus tard, le 12 novembre, une équipe humanitaire qui distribuait de la nourriture et des médicaments dans la région aurait été attaquée sur la route de Mulia par une centaine de Papous armés de haches et d'épées. Un policier membre de l'équipe a été tué, deux représentants du gouvernement local ont été gravement blessés, et au moins huit autres personnes ont été blessées.

Pour ces deux derniers événements, l'identité des responsables reste incertaine. L'armée a aussitôt rendu l'OPM responsable de ces agressions, mais les chefs des communautés locales et religieuses en sont moins sûrs. Ils ont demandé l'ouverture d'une enquête pour établir l'identité des responsables et de leurs éventuels soutiens.

À la suite de ces agressions, des renforts militaires et policiers auraient été déployés pour assurer la sécurité de la région et de ses résidents. Cependant, des groupes d'habitants ont demandé au gouvernement de retirer ses troupes, car c'est à cette seule condition que la sécurité des populations pourra être assurée. Un représentant du gouvernement local aurait affirmé qu'il était nécessaire d'évacuer les habitants en raison d'une activité accrue de l'OPM, mais les responsables locaux et religieux craignent que les habitants n'aient fui les raids militaires, et qu'ils aient peur de revenir.

La défiance vis-à-vis des forces de sécurité est le résultat d'une longue histoire de violations des droits humains, et d'une impunité quasi totale des responsables de ces violations. Les raids sur Abepura, Wasior et Wamena ont été menés en réaction à des attaques de groupes armés. Dans toutes ces affaires, les civils victimes de ces raids de représailles n'auraient été nullement impliqués dans les attaques des groupes armés.

Amnesty International se félicite de la déclaration récente du président indonésien, dans laquelle il demande aux militaires présent au

Puncak Jaya d'épargner les populations civiles lors de leurs opérations. Cependant, ces déclarations ne suffiront pas. La fin de l'impunité et la justice pour les violations passées des droits humains constituent la seule solution possible à la répétition inquiétante de violations des droits humains. À cette fin, il faut prendre des mesures concrètes et immédiates.

Amnesty International demande au gouvernement de mener une enquête exhaustive, indépendante et transparente sur les allégations de violations des droits humains dans le district de Puncak Jaya. De manière générale, toutes les allégations de violations des droits humains commises par les membres des forces de sécurité ou les groupes qu'elles dirigent ou contrôlent doivent faire l'objet d'une enquête immédiate et efficace, menée par un mécanisme crédible et impartial, indépendant de l'armée ou de la police, comme Komnas HAM.

En outre, en ce qui concerne les affaires ayant déjà fait l'objet d'une enquête, notamment celles de Wamena et Wasior, Amnesty International demande au procureur général de réexaminer les rapports et de prononcer de toute urgence les inculpations nécessaires. En accordant la priorité à ces affaires, le gouvernement montrera, en particulier aux membres des forces de sécurité, qu'il prend les violations des droits humains au sérieux. Il faut traduire en justice toute personne contre laquelle il existe suffisamment d'éléments montrant son implication dans des violations des droits humains.

Tous les membres des forces de sécurité soupçonnés d'avoir commis des violations des droits humains doivent être relevés de leurs fonctions en attendant le résultat de l'enquête.

Enfin, les procès d'Abepura doivent continuer sans délai. Si l'affaire d'Abepura avait été traitée avec moins de retard, et si les responsables avaient dû rendre des comptes, la situation actuelle des droits humains en Papouasie pourrait être meilleure. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>